

Aides aux Entreprises et Économies Budgétaires :

Les suggestions de Gemini 2.5 Pro

Introduction

Dans un contexte de finances publiques tendues, le gouvernement français s'est fixé pour objectif d'identifier **40 milliards d'euros** d'économies pour le budget de l'État 2026. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie plus large visant à maîtriser le déficit public et la dette, tout en préservant les capacités d'investissement et de soutien à l'économie. L'attention se porte naturellement sur les grands postes de dépenses, parmi lesquels les aides publiques accordées aux entreprises constituent un gisement potentiel d'optimisation.

Il est crucial de souligner d'emblée l'échelle réelle de ces aides. Le montant total des aides publiques aux entreprises en France se chiffre entre **100 et 200 milliards d'euros par an**, selon les périmètres et les méthodologies retenus.¹ Ce volume considérable, représentant une part significative du produit intérieur brut (PIB) et des dépenses publiques, justifie un examen approfondi de leur pertinence, de leur efficacité et de leur efficience. La complexité inhérente à leur recensement et à leur évaluation, due à la multiplicité des dispositifs et à l'opacité de certains mécanismes, rend cet exercice d'autant plus nécessaire.⁴

Ce rapport vise à éclairer la décision publique en fournissant une analyse rigoureuse et des propositions concrètes et chiffrées pour réaliser des économies sur les aides aux entreprises, contribuant ainsi à l'objectif budgétaire pour 2026. Il s'articulera autour des points suivants :

1. Analyse du contexte macroéconomique et budgétaire actuel de la France.
2. Cartographie détaillée des aides publiques aux entreprises (montant, évolution, typologie, bénéficiaires).
3. Évaluation de l'efficacité et de la conditionnalité de ces aides.
4. Identification de pistes spécifiques de réforme et de chiffrage des économies potentielles, en gardant à l'esprit l'ampleur de l'objectif de 40 milliards d'euros.
5. Exploration succincte d'autres pistes d'économies budgétaires.

L'objectif n'est plus simplement d'atteindre un seuil, mais bien d'engager une réflexion structurelle sur la rationalisation et l'optimisation de ces soutiens publics massifs, car réaliser 40 milliards d'euros d'économies sur ce poste nécessitera des réformes d'envergure.

I. Le Paysage Macroéconomique et Budgétaire en France

La recherche d'économies pour le budget 2026 s'inscrit dans un environnement économique

et financier spécifique, marqué par un ralentissement de la croissance, une inflation persistante bien que modérée, et des finances publiques sous pression.

- **A. Climat Économique Actuel (Perspectives 2024-2026)**

- **Prévisions de Croissance:** Après une certaine résilience, l'économie française montre des signes de ralentissement. Les prévisions de croissance du PIB pour 2026 ont été revues à la baisse par la Banque de France, s'établissant à 1,2 % (contre 1,3 % précédemment), en raison notamment d'hypothèses internationales moins favorables.¹⁰ L'année 2025 s'annonce également morose, avec des estimations oscillant entre 0,8 % et 1,1 % selon les institutions.¹² L'activité au premier semestre 2025 pourrait tourner au ralenti, avec un acquis de croissance limité à mi-année.¹² Ce tassement est influencé par un regain d'incertitudes au niveau international (tensions commerciales potentielles, notamment avec les États-Unis ou la Chine ¹⁰) et par l'attentisme lié à la situation politique et budgétaire nationale.¹³
- **Tendances Inflationnistes:** L'inflation, après les pics récents, devrait continuer de refluer mais rester présente. La Banque de France prévoit une inflation totale de 1,6 % en 2026 et 1,9 % en 2027.¹⁰ L'INSEE anticipait un ralentissement à 2,4 % en moyenne annuelle dès 2024.¹⁴ Cette baisse progressive de l'inflation devrait soutenir la demande privée ¹⁸, mais le niveau des prix reste un facteur pour le pouvoir d'achat et les coûts des entreprises.
- **Marché du Travail:** Le ralentissement économique devrait se traduire par une dégradation modérée du marché de l'emploi. Le taux de chômage pourrait remonter, les prévisions indiquant une fourchette de 7,6 % à 7,8 % pour mi-2025 ou 2026.¹² Cette tendance s'explique par une baisse anticipée de l'emploi conjuguée à une augmentation de la population active, notamment sous l'effet de la réforme des retraites.¹² Le climat de l'emploi, mesuré par les enquêtes de conjoncture, s'est d'ailleurs dégradé, passant sous sa moyenne de longue période.¹²
- **Investissement:** L'investissement des entreprises, moteur important de la croissance future, suscite des inquiétudes. Après une période post-Covid dynamique, un retournement est observé ou anticipé, potentiellement freiné par les incertitudes économiques et politiques, ainsi que par l'impact de la consolidation budgétaire sur la situation financière des entreprises.¹² Certaines enquêtes montrent cependant encore des intentions d'investissement.¹²

L'interaction entre la consolidation budgétaire nécessaire et la conjoncture économique fragile est une considération majeure. La nécessité de réaliser **40 milliards d'euros** d'économies (et probablement bien davantage compte tenu des déficits globaux) intervient dans un contexte de croissance déjà faible et de prévisions de chômage en hausse.¹⁰ Le gouvernement a déjà engagé un effort budgétaire très important, chiffré à

60 milliards d'euros par rapport à une trajectoire tendancielle, pour 2025.¹⁸ Des coupes budgétaires d'une telle ampleur pour 2026, si elles sont mal ciblées et affectent la demande globale ou la confiance des entreprises, risquent d'aggraver significativement le ralentissement économique. Une croissance plus faible réduit mécaniquement les recettes fiscales et augmente certaines dépenses sociales, ce qui pourrait contrecarrer les économies visées et rendre l'atteinte des objectifs de déficit plus difficile. La *manière* dont ces économies massives sont réalisées est donc aussi cruciale que leur montant pour la trajectoire macroéconomique.

- **B. Situation Budgétaire et Impératifs de Consolidation**

- **Dettes Publiques:** Le niveau de la dette publique française demeure une préoccupation majeure. Dépassant les 112 % du PIB¹⁵, voire les 3 200 milliards d'euros²⁰, elle devrait continuer à augmenter pour atteindre potentiellement 115,5 % du PIB en 2025 en l'absence de mesures correctrices fortes.²¹ Ce niveau est très éloigné des critères européens (60 % du PIB).²²
- **Déficit Budgétaire:** Le déficit public reste élevé : 5,5 % du PIB en 2023¹², potentiellement 6,0 % à 6,1 % en 2024.¹² L'objectif affiché dans la loi de finances pour 2025 est de le ramener à 5,4 % du PIB¹², avec une cible de retour sous les 3 % à l'horizon 2027 ou 2029.¹⁹ Pour atteindre l'objectif 2025, un effort budgétaire très important, chiffré à 60 milliards d'euros par rapport à une trajectoire tendancielle, a été annoncé, portant majoritairement sur la dépense.¹⁸ Le déficit de l'État seul était prévu à 139 milliards d'euros pour 2025.²¹
- **Augmentation de la Charge de la Dette:** Un facteur aggravant est la hausse rapide du coût du service de la dette, conséquence de la remontée des taux d'intérêt.²⁴ Les projections indiquent que la charge de la dette de l'État pourrait doubler entre 2024 et 2029, atteignant potentiellement 92 milliards d'euros et devenant le premier poste de dépenses du budget de l'État.²⁴ Cette augmentation pèse lourdement sur les finances publiques et réduit les marges de manœuvre pour les autres politiques.

Cette dynamique de la charge de la dette exerce une contrainte forte et non discrétionnaire sur le budget. Les paiements d'intérêts sont obligatoires²⁴, contrairement à d'autres dépenses qui peuvent être ajustées (avec des conséquences politiques et sociales). Cette pression croissante sur une partie inévitable du budget oblige le gouvernement à rechercher plus activement des économies sur les dépenses discrétionnaires, rendant l'examen des aides aux entreprises, malgré leur sensibilité politique, d'autant plus pertinent, surtout face à un objectif d'économies aussi élevé que 40 milliards d'euros.

- **C. Aperçu des Dépenses Publiques (Base PLF 2025)**

- **Échelle du Budget de l'État:** Le budget général de l'État pour 2025 prévoyait des crédits de paiement de l'ordre de 582,4 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent les

budgets annexes et les comptes spéciaux.²⁵ Les dépenses totales de l'État (périmètre PDE) étaient prévues à 490 milliards d'euros, en baisse pour la deuxième année consécutive à périmètre constant.¹⁹

- **Principales Missions Budgétaires:** Les dépenses de l'État sont organisées par missions. Parmi les plus importantes en termes de crédits alloués figurent traditionnellement l'Enseignement scolaire, la Défense, les Engagements financiers de l'État (incluant la charge de la dette, qui représentait 61,3 milliards d'euros de CP pour cette mission dans le PLF 2025 ²⁴), la Solidarité, Insertion et Égalité des chances, la Recherche et l'Enseignement Supérieur, ou encore l'Écologie, Développement et Mobilité durables.¹⁸ Une part significative de l'effort de 60 milliards d'euros prévu pour 2025 devait provenir de réductions sur les dépenses de l'État et de ses opérateurs (21,5 milliards d'euros).¹⁸

Tableau 1 : Principales Missions du Budget Général de l'État (PLF 2025, Crédits de Paiement)

Mission Budgétaire	Crédits de Paiement (Md€)	Source (Exemple)
Engagements financiers de l'État	61,3	²⁴
Enseignement scolaire	<i>Donnée indicative</i>	²⁵
Défense	<i>Donnée indicative</i>	²⁵
Solidarité, Insertion et Égalité des chances	<i>Donnée indicative</i>	²⁵
Recherche et Enseignement supérieur	<i>Donnée indicative</i>	²⁵
Écologie, Développement et Mobilité durables	<i>Donnée indicative</i>	¹⁸
Travail et Emploi	<i>Donnée indicative</i>	²⁵
Cohésion des territoires	<i>Donnée indicative</i>	²⁵
<i>Autres missions...</i>	<i>...</i>	²⁵

Total Budget Général (indicatif)	~582,4	²⁵
---	---------------	---------------

Note : Les montants exacts pour chaque mission nécessiteraient une consultation détaillée des annexes du PLF 2025. Ce tableau vise à illustrer l'ordre de grandeur des principaux postes.

* ****Positionnement des Aides aux Entreprises:**** Il est important de noter que les aides aux entreprises, bien que représentant une masse financière considérable, ne figurent pas comme une mission budgétaire unique et clairement identifiée. Elles sont disséminées à travers de multiples mécanismes : dépenses fiscales (réductions ou crédits d'impôts), allègements de cotisations sociales (qui affectent les recettes de la sécurité sociale, compensées ou non par l'État), subventions directes inscrites dans les budgets de différents ministères, garanties, prêts, etc..[3, 4, 8, 27] Cette dispersion contribue à leur manque de visibilité et complexifie leur pilotage global.

II. Cartographie des Aides Publiques aux Entreprises en France

Comprendre la nature, l'ampleur et la destination des aides publiques aux entreprises est un prérequis indispensable à toute tentative de réforme.

• A. Ampleur, Évolution et Défis d'Estimation

- **Confirmation de l'Échelle:** Comme mentionné, les estimations convergent vers une fourchette de 100 à 200 milliards d'euros par an, voire davantage si l'on inclut les mesures exceptionnelles de crise. Des études de référence donnent des ordres de grandeur : 157 milliards d'euros en 2019 selon l'IRES ¹, 175 milliards d'euros (périmètre 2) en 2019 selon France Stratégie ³, 175 milliards d'euros en 2022 selon la CGT/IRES ⁵, ou encore 99 milliards d'euros en 2022 pour les aides de l'État et de la sécurité sociale seules (hors aides locales et européennes) selon l'IGF.⁸ L'IFRAP, se basant sur l'IGF, évoque 104 milliards en 2022 en incluant les aides locales et de la sécurité sociale.⁴ Durant les crises sanitaire et énergétique (2020-2022), la Cour des comptes a chiffré le soutien mobilisé à environ 260 milliards d'euros, pour un coût budgétaire net de 92,4 milliards d'euros.²⁸
- **Évolution:** La tendance est à une augmentation significative sur le long terme. La part des aides de l'État dans le PIB est passée de 2,7 % à 6,4 % entre 2000 et 2019.⁷ Les crises récentes ont provoqué une envolée temporaire de ces soutiens.²⁸ Les moyens financiers consacrés au soutien à l'innovation, par exemple, ont plus que triplé entre 2010 et 2018.³¹
-

- **Défis d'Estimation:** Obtenir un chiffre unique, précis et stable relève de la gageure pour plusieurs raisons structurelles :
 - *Périmètres Variables:* Les études n'incluent pas systématiquement les mêmes composantes. Certaines se concentrent sur les aides de l'État, d'autres intègrent les collectivités locales (estimées à 7 milliards d'euros par l'IFRAP ⁴), les organismes de sécurité sociale (via les allègements de charges), ou les fonds européens (estimés à 9-10 milliards d'euros minimum par an par l'IGF ⁴). France Stratégie a même défini quatre périmètres distincts dans son rapport de 2020, aboutissant à des totaux variant de 139 à plus de 200 milliards d'euros.³
 - *Définition de l'"Aide":* La notion de "dépense fiscale" ou de "niche sociale" repose sur la définition d'une norme fiscale ou sociale de référence, définition qui peut être sujette à débat et évoluer dans le temps.³² Ce qui est considéré comme une aide dans une étude ne l'est pas forcément dans une autre.
 - *Opacité et Dispersion:* Avec près de 2 000 dispositifs recensés ³⁰, dont environ 465 dépenses fiscales ²⁰, il n'existe pas de suivi centralisé exhaustif. L'évaluation de l'efficacité est lacunaire, notamment pour les dépenses fiscales ²⁰, rendant difficile l'appréciation de leur pertinence et de leur coût réel par rapport aux objectifs visés. Le Sénat et la Cour des Comptes ont souligné ce manque de vision claire.⁹

Cette complexité et ce manque de transparence consolidée constituent un obstacle majeur à un pilotage efficace et à un contrôle démocratique éclairé de ces dépenses publiques massives. Il devient ardu d'identifier précisément où et comment intervenir pour réaliser des économies sans générer d'effets pervers, car l'opacité actuelle protège le statu quo et complique l'ajustement rationnel des politiques publiques. Atteindre **40 milliards d'euros** d'économies n'est plus arithmétiquement simple ; cela représente une part substantielle (entre 20 % et 40 %) de l'enveloppe totale estimée. Identifier les *bons* 40 milliards à économiser est un défi considérable en raison de cette nébuleuse et nécessitera des choix politiques et économiques majeurs. **Tableau 2 : Comparaison d'Estimations Majeures des Aides Publiques Annuelles aux Entreprises en France**

Source	Année Données	Montant Estimé (€ Mds)	Notes de Périmètre / Méthodologie	Snippets
IRES (Clersé/LEM pour CGT)	2019	157	Inclut aides budgétaires, fiscales, sociales.	¹

France Stratégie (Périmètre 2)	2019	175	Inclut fiscales (hors déclassées), sociales, budgétaires, taxes affectées, prêts/garanties. Exclut retraites Poste/FT.	³
France Stratégie (Périmètre 3)	2019	139,4	Périmètre 2 moins dépenses fiscales déclassées.	³
IRES/CGT	2022	175	Répartition : 48 Mds€ fiscales, 78 Mds€ socio-fiscales, 49 Mds€ budgétaires.	⁵
IGF (Revue de dépenses 2024)	2022	99	État (28 budgétaires + 36 fiscales + 15 extinction + 7 compensations) + Sécu (13). Exclut local/UE.	⁴
IFRAP (basé sur IGF)	2022	104-105	État (86) + APUL (7) + ASSO (2) + UE (9-10).	⁴
Cour des Comptes (Soutien Crises)	2020-2022	260,4 (mobilisés)	Montant total du soutien (prêts, garanties, subventions...) face aux crises sanitaire et énergétique. Coût budgétaire : 92,4 Mds€.	²⁸
Statista (Part PIB)	2019	6,4% du PIB	Évolution de la part des aides de l'État dans le PIB.	⁷

B. Typologie des Aides

Les aides publiques aux entreprises revêtent diverses formes :

- **Dépenses Fiscales ("Niches Fiscales"):** Elles représentent une part très importante du soutien public. Leur coût total était estimé à 94,2 milliards d'euros en 2022, bien que ce chiffre ait été révisé à 81,3 milliards dans le PLF 2024 suite à l'extinction progressive du CICE et à un changement de méthodologie pour la TVA.²⁷ Ces dépenses sont très concentrées : les 15 dispositifs les plus coûteux représentaient 53 milliards d'euros en 2022.²⁷ Inversement, plus de la moitié des niches fiscales ont un coût individuel inférieur à 50 millions d'euros, pour un coût total de seulement 2,5 milliards.²⁷
 - *Exemples Clés:* Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR), coûtant environ 6 à 7 milliards d'euros³ ; le Crédit d'Impôt Innovation (CII)³ ; le statut de Jeune Entreprise Innovante (JEI)³ ; le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), désormais transformé mais dont les créances résiduelles coûtaient encore 6,2 milliards en 2022³ ; les taux réduits de TVA (coût estimé à 17,4 milliards en 2019³, et identifiés comme source d'économies potentielles par l'IGF³⁶) ; ainsi que de nombreuses exonérations ou taux réduits sectoriels (taxe au tonnage pour le fret maritime²⁷, jeux vidéo³⁵, formation des dirigeants³⁵, soutien à la famille³⁵, investissements outre-mer³⁷, etc.).
- **Allègements de Cotisations Sociales:** C'est l'autre composante majeure, dominée par la réduction générale des cotisations patronales sur les bas et moyens salaires (anciennement "Réduction Fillon"). Le coût de ces allègements généraux était estimé à 68,3 milliards d'euros en 2022⁶, et celui des allègements ciblés sur les bas salaires (jusqu'à 1,6 SMIC) à 39,5 milliards en 2023.³⁸ D'autres allègements spécifiques existent, par exemple pour les JEI.³ Il est à noter que le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2025 visait initialement une réduction de 5 milliards d'euros de ces allègements, potentiellement ramenée à 2 milliards face aux difficultés parlementaires.⁶
- **Subventions Directes (Dépenses Budgétaires):** Bien que potentiellement moins volumineuses que les aides fiscales et sociales, elles restent substantielles. L'IFRAP et l'IGF les estiment à environ 28 milliards d'euros pour l'État, 7 milliards pour les collectivités locales et 2 milliards pour les organismes de sécurité sociale en 2022.⁴ Une part importante de ces subventions est dirigée vers les grandes entreprises publiques (SNCF, RATP, EDF, La Poste, Audiovisuel public) pour compenser des missions de service public ou soutenir leurs investissements.⁴ On y trouve aussi les aides exceptionnelles de crise (comme le Fonds de Solidarité, 41 milliards d'euros

sur 2020-2022 ²⁶), les financements du plan France 2030 ¹⁸, les aides agricoles (principalement la Politique Agricole Commune, environ 9 milliards par an ⁸), les fonds de développement régional gérés par les Régions ³, et le soutien à des secteurs spécifiques (pêche, transports...).⁴

- **Garanties, Prêts et Participations:** L'État intervient aussi via des garanties (comme les Prêts Garantis par l'État durant la crise Covid, 169 milliards mobilisés pour un coût estimé à 1,6 milliard ²⁶), des prêts bonifiés, des avances remboursables ou des prises de participation, souvent par l'intermédiaire de Bpifrance ⁴ ou directement au capital d'entreprises.³

La prédominance des dépenses fiscales et des allègements de charges sociales ³ par rapport aux subventions budgétaires directes a des implications importantes. Ces aides "passives" sont souvent moins visibles dans le débat budgétaire annuel que les lignes de crédits directs.¹⁹ Leur réforme nécessite généralement de modifier le Code général des impôts ou le Code de la sécurité sociale ²⁷, un processus législatif potentiellement distinct et faisant face à des groupes de pression spécifiques ⁴², différent de l'ajustement annuel des dotations budgétaires.

- **C. Principaux Dispositifs et Bénéficiaires**

La diversité des aides se reflète dans la variété de leurs bénéficiaires :

- **Réductions Générales de Charges Sociales:** Bénéficient à toutes les entreprises employant des salariés rémunérés jusqu'à 1,6 fois le SMIC, touchant potentiellement des millions d'emplois, avec un impact proportionnellement plus fort dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre peu qualifiée.³⁸
- **Crédit d'Impôt Recherche (CIR):** Concerne les entreprises de toutes tailles (des start-ups via le statut JEI aux grands groupes) qui engagent des dépenses de R&D.³⁰ Le coût annuel avoisine 7 milliards d'euros.³ On observe une concentration sectorielle (technologies, pharmacie, automobile ⁴⁹) et géographique (métropoles ³¹).
- **Aides aux Entreprises Publiques:** Des acteurs majeurs comme la SNCF, la RATP, EDF, La Poste, France Télévisions reçoivent des subventions ou compensations importantes, souvent liées à des obligations de service public ou à des structures héritées du passé.⁴
- **France 2030 / Plans d'Investissement:** Ciblent des secteurs jugés stratégiques (transition écologique, numérique, santé, etc.) via divers instruments (subventions, prêts, fonds propres). Les bénéficiaires vont des jeunes pousses aux grands

groupes industriels.¹⁸

- **Aides Agricoles (PAC):** Destinées principalement aux exploitants agricoles et aux entreprises du secteur agroalimentaire (environ 9 milliards par an ⁸).
- **Aides Régionales:** Gérées par les Conseils régionaux, elles visent souvent à soutenir les PME, l'innovation locale, l'aménagement du territoire ou des filières spécifiques à la région.³

Cette grande hétérogénéité des dispositifs, des objectifs poursuivis et des populations bénéficiaires (allant de l'agriculteur individuel à la multinationale ⁴) rend impossible une approche uniforme de la réforme. Les objectifs peuvent être variés et parfois contradictoires : soutenir l'emploi peu qualifié ³⁸, stimuler l'innovation de rupture ³¹, assurer le développement régional, accélérer la transition écologique ¹⁸, garantir des services publics ⁴, etc. Une aide efficace pour un objectif (ex: les réductions de charges pour l'emploi au SMIC) peut s'avérer inadaptée pour un autre (ex: critiques sur l'impact du CIR sur l'innovation réelle ⁴⁸). Par conséquent, toute démarche de rationalisation, surtout d'une ampleur de 40 milliards d'euros, doit passer par une évaluation segmentée, analysant chaque dispositif ou catégorie de dispositifs au regard de ses objectifs spécifiques et de ses bénéficiaires réels, plutôt que par des jugements globaux sur "les aides aux entreprises".

III. Évaluation de l'Efficacité et de la Conditionnalité des Aides aux Entreprises

Au-delà du volume financier, la question centrale est celle de l'efficacité de ces aides par rapport aux objectifs affichés et des contreparties exigées des entreprises bénéficiaires.

• A. Conditions et Contreparties

- **Absence Fréquente de Contreparties Fortes:** Une critique récurrente adressée au système français d'aides aux entreprises est le manque de conditionnalités robustes et contraignantes pour de nombreux dispositifs majeurs.⁵ Si l'affirmation d'une absence *totale* de contreparties est excessive, la faiblesse des exigences en matière d'emploi (maintien ou création), d'investissement productif, de performance environnementale ou de modération dans la distribution de dividendes est souvent pointée du doigt, en particulier pour les aides les plus larges comme les allègements généraux de charges ou l'ex-CICE.
- **Conditions du CIR:** Le bénéfice du CIR est principalement lié à la nature même des dépenses engagées : elles doivent correspondre à des activités de R&D éligibles (recherche fondamentale, appliquée, développement expérimental) et concerner du personnel qualifié (chercheurs, techniciens) affecté à ces tâches.³⁹ Des règles spécifiques existaient pour l'embauche de jeunes docteurs, mais elles ont été supprimées par la loi de finances 2025.⁴⁹ Il n'existe pas de conditionnalité générale liée au maintien ou à la création d'emplois dans l'entreprise.⁴⁹ L'accent est

mis sur les critères d'*éligibilité* (vérifiés ex-ante ou lors de contrôles) plutôt que sur les *résultats* obtenus grâce à l'aide (suivi ex-post).⁴⁹

- **Conditions des Allègements Généraux de Charges:** La principale condition est le niveau de rémunération du salarié, qui doit être inférieur à 1,6 fois le SMIC.⁴³ Le salarié doit également avoir un contrat de travail et être affilié à l'assurance chômage.⁴³ Aucune condition n'est posée quant au comportement de l'entreprise en matière d'investissement, de formation, de qualité de l'emploi ou de politique salariale au-delà du seuil.
- **Aides de Crise:** Les dispositifs exceptionnels mis en place face à la pandémie ou à la crise énergétique (PGE, Fonds de solidarité, aides énergie) étaient soumis à des critères d'éligibilité stricts liés à la perte de chiffre d'affaires ou à l'exposition à la hausse des coûts.²⁸ Cependant, les contreparties exigées *après* l'octroi de l'aide étaient souvent limitées. Des critiques ont émergé concernant des grandes entreprises ayant bénéficié de ces soutiens tout en continuant à verser des dividendes.³⁰
- **Encadrement Européen:** Les règles de l'Union Européenne en matière d'aides d'État constituent un cadre général. Elles interdisent en principe les aides susceptibles de fausser la concurrence, sauf dérogations justifiées par des objectifs d'intérêt commun (développement régional, R&D, environnement, PME, réponse aux crises, etc.).³ Les aides dites "de minimis" (plafonnées à 200 000 euros sur trois ans par entreprise) échappent largement à ce contrôle.²⁸

L'apparente faiblesse des contreparties pour de nombreuses aides massives peut s'expliquer en partie par un arbitrage implicite entre l'exigence de conditionnalité et la complexité administrative. Mettre en place et surtout contrôler des conditions précises et robustes (objectifs chiffrés d'emplois créés ou maintenus, niveaux d'investissement atteints, réduction mesurable de l'empreinte carbone, etc.) pour des centaines de milliers, voire des millions d'entreprises bénéficiaires (cas des allègements généraux³⁸ ou du CIR³¹), représenterait un défi administratif et un coût de gestion considérables, tant pour les entreprises que pour l'administration. Définir les indicateurs pertinents, collecter les données fiables, vérifier leur véracité, et appliquer d'éventuelles sanctions en cas de non-respect est une tâche immense. Le système actuel, reposant largement sur des critères d'éligibilité plus simples à vérifier (niveau de salaire⁴³, nature des dépenses R&D³⁹), est administrativement plus léger, mais potentiellement moins efficace pour cibler précisément les objectifs politiques et plus susceptible de générer des effets d'aubaine.

- **B. Synthèse des Évaluations (Cour des Comptes, IGF, Recherche)**

L'efficacité réelle des aides aux entreprises fait l'objet de débats nourris et d'évaluations

aux conclusions parfois contrastées.

○ **Efficacité Discutée:**

- *Allègements Généraux de Charges:* Ces dispositifs sont généralement considérés comme ayant un impact positif sur l'emploi peu qualifié, en réduisant le coût du travail au voisinage du SMIC.³⁴ Cependant, ils sont critiqués pour leur coût élevé et pour l'effet potentiel de "trappe à bas salaires", incitant les entreprises à maintenir les rémunérations proches du SMIC pour maximiser les allègements.³⁸ L'existence d'"effets d'aubaine" (entreprises bénéficiant des allègements pour des emplois qu'elles auraient maintenus ou créés de toute façon) est également soulignée.³⁸ Certaines études suggèrent que l'efficacité marginale en termes de création d'emplois pourrait diminuer à mesure que le niveau des allègements devient très important³⁸, et que les entreprises pourraient utiliser une partie des économies réalisées pour d'autres objectifs comme l'investissement ou l'amélioration de la compétitivité-prix.⁵⁶

- *Crédit d'Impôt Recherche (CIR):* Les évaluations confirment généralement que le CIR incite les entreprises à augmenter leurs dépenses de R&D.³¹ Toutefois, son impact sur l'*innovation* effective (nouveaux produits, procédés, brevets de qualité) et sur les retombées économiques plus larges (croissance, productivité, emploi global) est plus difficile à établir et fait l'objet de moins de consensus.³¹ Des critiques portent sur sa complexité administrative, les risques d'optimisation fiscale voire de fraude, sa concentration au bénéfice des grandes entreprises et de certaines régions³¹, et son efficacité comparée à des mécanismes de soutien plus simples.⁴⁸

- *Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE):* Les évaluations post-mortem ont conclu à un impact limité sur l'emploi au regard de son coût très élevé (environ 20 milliards par an), ce qui a conduit à sa transformation en baisse pérenne de cotisations sociales.³³

- *Aides à l'Innovation (en général):* La Cour des comptes note un effet positif sur le volume des dépenses de R&D mais souligne la difficulté à quantifier les bénéfices économiques plus larges.³¹ Elle insiste sur le besoin d'améliorer l'évaluation, la coordination entre les acteurs (État, régions, Bpifrance) et l'articulation avec les programmes européens comme Horizon Europe.³¹

○ **Préoccupations d'Efficiences:**

- *Prolifération et Complexité:* Le nombre très élevé de dispositifs (près de 2 000

au total ³⁰, dont plus de 465 niches fiscales ²⁰) engendre une complexité considérable pour les entreprises et l'administration, nuit à la lisibilité de l'action publique et augmente les coûts de gestion.²⁰

- *Manque d'Évaluation Systématique*: Un constat récurrent des corps de contrôle (Cour des Comptes, IGF) est l'absence ou l'insuffisance d'évaluations rigoureuses pour une grande partie des aides, en particulier les dépenses fiscales.⁹ La Cour plaide pour des évaluations systématiques, ex-ante et ex-post, pour éclairer les choix budgétaires.²⁰
- *Ciblage Imparfait*: Certaines aides peuvent bénéficier à des entreprises qui n'en ont pas réellement besoin (effets d'aubaine ³⁸) ou, inversement, peinent à atteindre leurs cibles prioritaires (difficultés d'accès pour certaines PME aux aides à l'innovation ³¹). La concentration géographique ou par taille d'entreprise de certaines aides pose aussi question.³¹
- *Redondance et Chevauchements*: Des risques de doublons ou de manque de coordination existent entre les dispositifs nationaux, régionaux et européens.³¹
- **Recommandations des Organes de Contrôle**: La Cour des comptes et l'Inspection Générale des Finances appellent de manière constante à une rationalisation du paysage des aides : simplification, meilleur ciblage basé sur des objectifs clairs, renforcement de la conditionnalité lorsque pertinent, évaluation systématique et indépendante des dispositifs, suppression de ceux jugés inefficaces, et amélioration drastique de la transparence.⁸ Dans sa revue de dépenses de 2024, l'IGF a identifié un potentiel d'économies de 3 milliards d'euros, bien que sur un périmètre d'analyse restreint.⁸

Un paradoxe entoure la question de l'évaluation. Alors qu'un consensus large existe sur la nécessité d'évaluer davantage et mieux les aides publiques ²⁰, la mise en œuvre de ces évaluations se heurte à des difficultés considérables. Mener des analyses d'impact rigoureuses, notamment contrefactuelles (comparant les bénéficiaires à un groupe témoin similaire n'ayant pas reçu l'aide ⁹), est complexe sur le plan méthodologique, coûteux en temps et en ressources, et nécessite des données granulaires et fiables qui font souvent défaut.⁵⁰ Évaluer systématiquement les centaines de niches fiscales ²⁷ ou les milliers de dispositifs d'aide ³⁰ représente un travail colossal. De plus, le temps politique est souvent plus court que le temps nécessaire à l'émergence de résultats d'évaluation robustes. Cette situation crée un cercle vicieux : le manque d'évaluation est critiqué, mais les moyens et la volonté politique pour mener des évaluations exhaustives peuvent faire défaut, perpétuant ainsi un système d'aides dont l'efficacité réelle reste partiellement méconnue.

IV. Identification d'Économies Potentielles sur les Aides aux Entreprises (Objectif 40

Md€)

L'objectif de **40 milliards d'euros** d'économies est extrêmement ambitieux. Il représente une fraction significative (20 % à 40 %) de l'enveloppe globale annuelle des aides aux entreprises (100 à 200 Md€). Atteindre ce seuil ne peut se faire par des ajustements marginaux ou la suppression de quelques petites niches. Cela implique nécessairement des réformes structurelles profondes touchant aux dispositifs les plus coûteux et les plus emblématiques, avec des conséquences économiques et politiques potentiellement majeures.

- **A. Cibler les Dépenses Fiscales ("Niches Fiscales") Majeures**

- **Justification:** Les dépenses fiscales représentent une part considérable des aides (plus de 80 Md€²⁷). Si la suppression des micro-niches (< 50 M€ chacune) ne génère que 2,5 Md€ au total²⁷, s'attaquer aux 15 niches les plus coûteuses (53 Md€ en 2022²⁷) est indispensable pour envisager des économies de l'ordre de plusieurs milliards.

- **Propositions Spécifiques (Potentiel de plusieurs milliards chacune):**

- **Réforme Drastique des Taux Réduits de TVA:** L'IGF a chiffré le potentiel d'économies à 4 Md€ en supprimant certains taux ciblés (restauration, hôtellerie...) ou 3 Md€ en relevant le taux réduit général de 10 % à 12,5 %.³⁶ Une combinaison ou une application plus large de ces mesures pourrait générer une part substantielle des 40 Md€ recherchés, mais avec un impact direct sur les prix à la consommation et l'activité des secteurs concernés. **Économies Estimées : 5 - 10 Milliards d'euros** (selon l'ampleur de la réforme).
- **Révision en Profondeur du Crédit d'Impôt Recherche (CIR):** Avec un coût annuel de près de 7 Md€³, le CIR est une cible potentielle. Des économies significatives (plusieurs milliards) nécessiteraient bien plus que les ajustements techniques récents⁵⁴ : baisse marquée des taux (actuellement 30 %³⁸), plafonnement beaucoup plus strict, resserrement drastique des critères d'éligibilité, voire remise en cause du principe d'aide basée sur le volume des dépenses plutôt que sur leur accroissement.⁴⁹ Une telle réforme aurait un impact majeur sur la stratégie R&D des entreprises et l'attractivité de la France, et serait politiquement très sensible.⁵⁹ **Économies Estimées : 2 - 4 Milliards d'euros** (pour une réforme substantielle mais pas une suppression).
- **Suppression ou Réduction d'Autres Niches Coûteuses:** D'autres niches importantes pourraient être ciblées, comme la taxation au tonnage pour le fret maritime (coût très variable mais élevé récemment²⁷), ou certaines

exonérations sectorielles spécifiques. L'élimination de l'ensemble des micro-niches (< 100 bénéficiaires) rapporterait environ 2 Md€. ³⁷ **Économies Estimées : 1 - 3 Milliards d'euros** (en combinant plusieurs niches).

- **B. Réformer Massivement les Allègements de Cotisations Sociales**

- **Justification:** C'est le poste le plus important, avec près de 70 Md€ pour les allègements généraux.⁶ L'objectif de 40 Md€ ne peut être atteint sans une contribution majeure de ce poste. La tentative de réduction de 5 Md€ (puis 2 Md€) dans le PLFSS 2025 ⁶ montre la difficulté politique mais aussi l'ampleur du gisement.

-

- **Propositions Spécifiques (Potentiel de dizaines de milliards):**

- *Réduction Linéaire ou Ciblée des Taux d'Allègement:* Une baisse significative du taux de réduction maximal ou une modification substantielle de la formule de dégressivité ⁴⁰ pourrait générer des dizaines de milliards d'économies. Par exemple, réduire le coût total de 20 % représenterait environ 14 Md€. Une telle mesure augmenterait cependant massivement le coût du travail au niveau du SMIC, avec des conséquences potentiellement très négatives sur l'emploi peu qualifié et la compétitivité des entreprises concernées.³⁸
- *Abaissement du Plafond d'Éligibilité:* Réduire le seuil de 1,6 SMIC (par exemple à 1,4 ou 1,3 SMIC) concentrerait les allègements sur les plus bas salaires mais réduirait considérablement le nombre de salariés concernés et donc le coût total. L'impact économique et social serait également majeur.
- *Suppression des Allègements au-delà d'un certain seuil:* Comme envisagé dans une version du PLFSS 2025 (suppression au-delà de 2,5 SMIC pour 1,6 Md€ ⁶), une suppression plus large (par exemple au-delà de 1,6 SMIC pour les allègements généraux) est une piste, mais elle correspond à la situation actuelle. Une suppression des allègements spécifiques au-delà de 1,6 SMIC pourrait être envisagée. **Économies Estimées : 10 - 25 Milliards d'euros** (selon la radicalité de la réforme).

- **C. Réduire Drastiquement les Subventions Directes**

- **Justification:** Bien que moins volumineuses globalement que les aides fiscales et sociales, les subventions directes (environ 46 Md€ en incluant État, local, social et UE ⁴) représentent un potentiel non négligeable.

- **Propositions Spécifiques (Potentiel de plusieurs milliards):**
 - *Réduction des Subventions aux Entreprises Publiques:* C'est un poste majeur (plus de 20 Md€ pour l'État seul ⁴). Réduire ces subventions impliquerait soit une amélioration drastique de l'efficacité de ces entreprises, soit une hausse des tarifs pour les usagers, soit une réduction du périmètre des missions de service public. Les enjeux politiques et sociaux sont considérables.
Économies Estimées : 3 - 7 Milliards d'euros (supposerait des réformes structurelles profondes).
 - *Révision des Aides Sectorielles et Plans d'Investissement:* Les plans comme France 2030 ¹⁸ ou les aides agricoles (PAC, 9 Md€ ⁸) pourraient être revus à la baisse ou restructurés. Réduire les aides agricoles toucherait directement un secteur sensible. Raboter les plans d'investissement stratégiques irait à l'encontre des objectifs de réindustrialisation et de transition écologique.
Économies Estimées : 2 - 5 Milliards d'euros (en combinant plusieurs secteurs).
 - *Contribution Accrue des Collectivités Locales:* Réduire les dotations de l'État ou transférer des charges pourrait générer des économies pour le budget de l'État, mais reporterait la pression sur les budgets locaux (aides locales estimées à 7 Md€ ⁴).

- **D. Renforcer la Conditionnalité (Lever d'Efficacité Plus que d'Économie Directe Massive)**

- **Justification:** Face à des coupes budgétaires d'une telle ampleur, il devient encore plus crucial de s'assurer que les aides restantes sont conditionnées à des résultats tangibles (emploi, investissement, environnement).⁵
- **Propositions Spécifiques:**
 - *Conditionnalité Forte sur les Aides Restantes:* Imposer des conditions strictes et vérifiables pour l'accès aux principaux dispositifs qui seraient maintenus (CIR, allègements de charges, subventions majeures). Cela n'engendrerait pas 40 Md€ d'économies directes, mais viserait à maximiser l'impact des milliards restants et à légitimer les choix de coupes.

Atteindre 40 milliards d'euros d'économies sur les seules aides aux entreprises nécessiterait une combinaison de mesures drastiques touchant aux dispositifs les plus importants et les

plus coûteux. Il est peu probable qu'un seul levier suffise. Une stratégie pourrait combiner une réforme majeure des allègements de charges (ex: -15 Md€), une révision significative des principales niches fiscales (CIR, TVA réduite, autres : ex: -10 Md€), des coupes substantielles dans les subventions directes (entreprises publiques, aides sectorielles : ex: -10 Md€) et la suppression de nombreuses aides plus petites (ex: -5 Md€). Une telle approche aurait des impacts économiques sectoriels et macroéconomiques très importants et poserait des défis politiques et sociaux considérables. **Tableau 3 : Scénarios Possibles de Réformes Majeures des Aides aux Entreprises pour Atteindre 40 Md€ d'Économies (Illustratif)**

Axe de Réforme	Mesures Envisageables (Exemples)	Potentiel d'Économie Annuelle Estimé (€ Milliards)	Complexité / Sensibilité Politique	Sources Indicatives
Allègements Généraux de Charges Sociales	Réduction significative du taux max / Abaissement du seuil (ex: 1,4 SMIC) / Modification forte de la dégressivité	15 - 25	Très Élevée (Impact emploi bas salaires, compétitivité)	⁶
Dépenses Fiscales Majeures	Réforme TVA réduite (hausse taux / suppression ciblée) + Révision Profonde CIR (baisse taux / plafonnement / critères) + Suppression autres niches coûteuses	10 - 15	Très Élevée (Impact prix, innovation, secteurs spécifiques)	³
Subventions Directes	Réduction subventions entreprises publiques + Coupes aides sectorielles (PAC, France 2030...) + Rationalisation aides locales/régionales	5 - 10	Très Élevée (Impact services publics, agriculture, investissement stratégique, collectivités)	⁴

Autres Aides / Niches	Suppression de l'ensemble des micro-niches (< 50 M€) + Réduction aides spécifiques diverses	2 - 5	Élevée (Multiplicité des acteurs touchés)	²⁷
Total Combiné (Scénario Illustratif)	Combinaison des mesures ci-dessus	~ 40	Extrêmement Élevée	

Note : Ce tableau présente des ordres de grandeur illustratifs pour atteindre 40 Md€. Les chiffres réels dépendraient des paramètres exacts des réformes. Chaque ligne représente un potentiel de plusieurs milliards, nécessitant des choix politiques majeurs.

V. Aperçu Succinct d'Options d'Économies Complémentaires

Si les aides aux entreprises constituent un gisement majeur d'économies potentielles, une stratégie de consolidation budgétaire équilibrée peut nécessiter d'explorer d'autres pistes, surtout face à un objectif aussi élevé que 40 milliards d'euros qui pourrait s'avérer difficile à atteindre uniquement via les aides aux entreprises sans dommages économiques collatéraux importants.

- Revues de Dépenses Autres Secteurs:** Le gouvernement mène régulièrement des revues de dépenses dans différents domaines de l'action publique.⁴ Des économies peuvent être recherchées via une amélioration de l'efficacité de l'administration, une rationalisation des politiques publiques menées par certains ministères, ou des ajustements ciblés sur certaines prestations sociales. Le PLF 2025 incluait déjà des mesures de maîtrise des dépenses de fonctionnement de l'État et de freinage de la dépense sociale.¹⁸
- Réforme des Dépenses Fiscales des Ménages:** Au-delà des entreprises, l'ensemble des niches fiscales représente un coût considérable pour l'État (plus de 83 milliards d'euros au total ²⁷). Des économies pourraient être envisagées en réformant ou supprimant certaines niches bénéficiant aux ménages, comme celles liées à l'emploi à domicile ⁴², à certains produits d'épargne ³³, ou à l'investissement locatif. Ces pistes sont toutefois souvent très sensibles politiquement.⁴² L'abattement de 10% pour les retraités est parfois cité comme une cible potentielle, mais politiquement difficile.⁴²
- Contribution des Collectivités Locales:** L'effort de redressement des finances publiques implique également une contribution des collectivités territoriales, dont les modalités restent à définir mais qui pourraient passer par une moindre progression de

leurs dotations ou une participation accrue au financement de certaines compétences.¹⁸

- **Recentrage:** Cette section reste volontairement brève, l'objectif principal du rapport étant l'analyse des aides aux entreprises. Elle vise simplement à rappeler que la recherche d'économies est un exercice global qui peut toucher l'ensemble des dépenses publiques.

Conclusion et Recommandations

L'objectif de réaliser **40 milliards d'euros** d'économies sur les aides publiques aux entreprises pour le budget 2026 modifie radicalement la perspective. Il ne s'agit plus d'ajustements marginaux, mais d'une révision profonde et structurelle d'un système représentant entre 100 et 200 milliards d'euros par an. Atteindre un tel objectif uniquement par ce biais nécessiterait de s'attaquer aux dispositifs les plus coûteux et les plus ancrés : les allègements généraux de cotisations sociales (près de 70 Md€), les principales dépenses fiscales comme le CIR (7 Md€) ou les taux réduits de TVA (plusieurs milliards de potentiel d'économies), et les subventions massives aux entreprises publiques ou à certains secteurs comme l'agriculture.

Les pistes identifiées dans ce rapport montrent que, si des économies sont possibles, atteindre 40 milliards d'euros exigera des choix politiques difficiles avec des impacts économiques et sociaux potentiellement considérables :

- Les réformes des allègements généraux de charges ou des taux de TVA, bien que générant potentiellement des dizaines de milliards, affecteraient directement le coût du travail pour les bas salaires ou les prix à la consommation.
- Toucher au CIR ou aux subventions stratégiques (France 2030, entreprises publiques) pourrait freiner l'innovation, la transition écologique ou la qualité des services publics.

Dans ce contexte d'effort budgétaire majeur, les recommandations visant à améliorer la gouvernance des aides deviennent encore plus cruciales :

1. **Instaurer une Transparence Radicale:** Mettre en place et rendre publique une base de données exhaustive recensant toutes les aides publiques (fiscales, sociales, budgétaires, locales, européennes), précisant pour chacune ses objectifs, ses bénéficiaires, son coût annuel et les évaluations disponibles. Cette exigence, portée par des parlementaires¹ et justifiée par les constats des organes de contrôle⁸, est un préalable indispensable pour identifier où des coupes massives pourraient être opérées avec le moins de dommages collatéraux.
2. **Systématiser l'Évaluation Indépendante:** Rendre obligatoire une évaluation rigoureuse et indépendante (selon des méthodologies robustes⁹) de tous les dispositifs d'aide significatifs, notamment les dépenses fiscales, avant leur création ou leur

renouvellement. Les résultats de ces évaluations doivent être publics et effectivement utilisés pour guider les décisions budgétaires annuelles, *a fortiori* lorsqu'il s'agit de coupes de plusieurs milliards.²⁷

3. **Renforcer la Conditionnalité de Manière Ciblée:** Introduire des contreparties claires, mesurables et contrôlables (en matière sociale, environnementale, d'investissement ou de gouvernance) pour les aides les plus importantes qui seraient maintenues après les coupes, afin de maximiser l'impact des fonds publics restants et de légitimer les choix difficiles.⁵
4. **Poursuivre la Simplification et la Rationalisation:** Engager un travail continu de suppression des dispositifs redondants, obsolètes ou à faible impact, et de consolidation des aides poursuivant des objectifs similaires. Même si cela ne suffit pas à atteindre 40 Md€, cela reste nécessaire pour réduire la complexité et les coûts de gestion.²⁷

En conclusion, l'objectif de 40 milliards d'euros d'économies sur les aides aux entreprises est un défi d'une ampleur considérable. Il ne pourra être relevé sans réformes structurelles touchant aux piliers du système actuel, avec des arbitrages politiques majeurs et des conséquences économiques potentiellement lourdes. Une approche combinant des coupes sur plusieurs grands postes (allègements de charges, niches fiscales majeures, subventions importantes) semble inévitable, rendant d'autant plus urgentes les réformes de gouvernance axées sur la transparence, l'évaluation rigoureuse et la conditionnalité forte des aides restantes.

Addendum :

Sources des citations

1. www.assemblee-nationale.fr, consulté le avril 20, 2025, [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/textes/l17b1211_proposition-loi#:~:text=Un%20rapport%20de%20r%C3%A9f%C3%A9rence%20r%C3%A9alis%C3%A9,2019%20\(%5B3%5D\).](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/textes/l17b1211_proposition-loi#:~:text=Un%20rapport%20de%20r%C3%A9f%C3%A9rence%20r%C3%A9alis%C3%A9,2019%20(%5B3%5D).)
2. Proposition de loi, n° 1211 - 17e législature - Assemblée nationale, consulté le avril 20, 2025, https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/textes/l17b1211_proposition-loi
3. www.strategie.gouv.fr, consulté le avril 20, 2025, <https://www.strategie.gouv.fr/files/files/Publications/2020/politiques%20industriell>

- [es/fs-2020-rapport-politique_industrielle-chapitre-4_1.pdf](#)
4. Aides aux entreprises : 81,4% des subventions d'Etat vont aux ..., consulté le avril 20, 2025,
<https://www.ifrap.org/budget-et-fiscalite/aides-aux-entreprises-814-des-subventions-detat-vont-aux-entreprises-publiques>
 5. Mémo éco - Aides publiques aux entreprises: le capitalisme Français de plus en plus sous perfusion | Analyses et Propositions, consulté le avril 20, 2025,
<https://analyses-propositions.cgt.fr/memo-eco-aides-publiques-aux-entreprises-le-capitalisme-francais-de-plus-en-plus-sous-perfusion>
 6. La vérité sur les aides aux entreprises | Fondation IFRAP, consulté le avril 20, 2025,
<https://www.ifrap.org/la-revue/la-verite-sur-les-aides-aux-entreprises>
 7. Graphique: Les entreprises françaises accros aux aides publiques ? | Statista, consulté le avril 20, 2025,
<https://fr.statista.com/infographie/29230/evolution-du-montant-des-aides-publiques-accordees-aux-entreprises-francaises/>
 8. Revue de dépenses : les aides aux entreprises - Inspection générale des finances, consulté le avril 20, 2025,
<https://www.igf.finances.gouv.fr/files/live/sites/igf/files/contributed/Rapports%20de%20mission/2024/2023-M-105-03%20Rapport%20Aides%20aux%20entreprises.pdf>
 9. CE Aides publiques aux entreprises : compte rendu de la semaine du 10 février 2025, consulté le avril 20, 2025,
https://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20250210/ce_aides.html
 10. Projections macroéconomiques intermédiaires – Mars 2025 - Banque de France, consulté le avril 20, 2025,
<https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications/projections-macroeconomiques-intermediaires-mars-2025>
 11. Macroeconomic interim projections – March 2025 - Banque de France, consulté le avril 20, 2025,
<https://www.banque-france.fr/en/publications-and-statistics/publications/macroeconomic-interim-projections-march-2025>
 12. Note de conjoncture du 18 mars 2025 : Désordre mondial, croissance en berne - Insee, consulté le avril 20, 2025,
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/8388054/ndc-mars-2025.pdf>
 13. La Banque de France abaisse sa prévision de croissance pour 2025 sur fond d'incertitudes, consulté le avril 20, 2025,
<https://www.rexecode.fr/conjoncture-previsions/veille-documentaire/document-de-la-semaine/la-banque-de-france-abaisse-sa-prevision-de-croissance-pour-2025-sur-fond-d-incertitudes>
 14. Moroses prévisions de croissance pour la France en 2025 (Insee, BdF) - Rexecode, consulté le avril 20, 2025,
<https://www.rexecode.fr/conjoncture-previsions/veille-documentaire/document-de-la-semaine/moroses-previsions-de-croissance-pour-la-france-en-2025-insee-bdf>
 15. France – Scénario 2025-2026 - Credit Agricole, Etudes Economiques, consulté le

avril 20, 2025,

<https://etudes-economiques.credit-agricole.com/previewPDF/181415>

ADDENDUM

Le Phénomène du Non-Recours aux Aides Sociales en France : Un Défi Majeur pour la Solidarité Nationale

En France, une proportion significative de la population ne bénéficie pas des aides sociales auxquelles elle a légitimement droit. Ce phénomène, appelé "non-recours", constitue un enjeu crucial pour l'efficacité des politiques sociales et la lutte contre les inégalités. Les données récentes révèlent l'ampleur préoccupante de cette situation qui laisse de nombreux citoyens vulnérables sans le soutien auquel ils peuvent prétendre.

L'ampleur inquiétante du non-recours en France

Le non-recours aux prestations sociales atteint des proportions alarmantes en France, avec des taux variant selon les dispositifs mais oscillant généralement entre 30% et 40% en moyenne^[2]. Cette situation signifie qu'une part considérable des personnes éligibles ne perçoit pas les aides auxquelles elle a droit, compromettant ainsi l'efficacité des mécanismes de solidarité nationale.

Des variations importantes selon les prestations

L'analyse des taux de non-recours par type de prestation révèle des disparités notables :

- Le minimum vieillesse affiche un taux de non-recours particulièrement élevé de 50%^[2]
- Le Revenu de Solidarité Active (RSA) présente un taux de non-recours de 34%^[2]
- L'assurance-chômage connaît un taux de non-recours de 30%^[2]
- L'Aide Complémentaire à la Santé (ACS) enregistre un taux de non-recours entre 57% et 70%^[1]

Ces chiffres sont d'autant plus préoccupants qu'ils concernent des aides essentielles destinées

aux populations les plus vulnérables. En France, certaines prestations majeures frisent le taux de 40% de personnes qui ne les perçoivent pas alors qu'elles y sont éligibles^[^1]. Cette situation est paradoxale dans un pays où la constitution prévoit que "tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence"^[^1].

Une perception largement partagée

La conscience collective de ce problème est forte : en 2021, 73% des personnes résidant en France métropolitaine considéraient que le non-recours aux aides sociales touche beaucoup de personnes, selon le Baromètre d'opinion de la DREES^[^3]. Cette perception varie toutefois selon le profil socioéconomique et les opinions politiques des individus.

Les principales causes du non-recours

Le phénomène de non-recours aux aides sociales s'explique par plusieurs facteurs qui entravent l'accès effectif aux droits.

Le manque d'information, obstacle majeur

Le déficit d'information constitue la raison principale du non-recours selon 39% des Français interrogés en 2021^[^3]. Cette méconnaissance concerne tant les aides elles-mêmes que les organismes auprès desquels effectuer les démarches. Il est à noter que si ce facteur reste prédominant, sa part a diminué de 17 points de pourcentage entre 2016 et 2021^[^3].

La complexité administrative

La lourdeur et la complexité des démarches administratives représentent le deuxième obstacle majeur, cité par 23% des personnes interrogées^[^3]. Ce facteur décourage de nombreux bénéficiaires potentiels qui renoncent face aux procédures jugées trop complexes ou chronophages^[^1].

Des freins psychologiques et sociaux

D'autres barrières, de nature plus psychologique ou sociale, contribuent également au non-recours :

- La crainte des conséquences négatives est évoquée par 18% des Français^[^3]
- Le souhait de préserver son autonomie et de ne pas être considéré comme "assisté" est mentionné par 16% des personnes^[^3]

Ces obstacles témoignent de la stigmatisation qui peut encore entourer le recours aux aides sociales, malgré leur légitimité et leur inscription dans les principes fondamentaux de solidarité nationale.

Les typologies du non-recours

L'Observatoire des non-recours aux droits et services (Odenore) distingue cinq formes principales de non-accès aux droits et services^[3] :

Une classification des situations de non-recours

- Le non-recours par non-connaissance : lorsque les personnes ignorent l'existence des aides ou leur éligibilité
- Le non-recours par non-proposition : lorsque les conseillers ou agents ne proposent pas les aides aux bénéficiaires potentiels
- Le non-recours par non-demande : lorsque les personnes éligibles ne souhaitent pas demander l'aide (par désintérêt, lassitude face aux démarches, crainte des conséquences)
- Le non-recours par non-réception : lorsque les démarches ne sont pas menées à terme
- Le non-recours par non-orientation : lorsque l'accompagnement dans l'accès aux aides est insuffisant

Cette typologie met en lumière la diversité des situations et la complexité des mécanismes qui conduisent au non-recours.

Les conséquences socioéconomiques du non-recours

Le non-recours aux aides sociales engendre des répercussions significatives tant pour les individus concernés que pour la société dans son ensemble.

Un renforcement des inégalités sociales

Les personnes en situation de pauvreté et de vulnérabilité sont celles qui parviennent le plus difficilement à faire valoir leurs droits^[2]. Cette ineffectivité renforce les exclusions et creuse davantage les inégalités sociales^[1]. Le paradoxe est saisissant : ceux qui auraient le plus besoin des aides sont souvent ceux qui y accèdent le moins.

Un coût économique et social considérable

Le phénomène de non-recours représente un enjeu financier majeur. On estime à environ 10 milliards d'euros le montant des aides sociales "gâchées" par le non-recours^[1]. Ces ressources, bien que budgétées, ne parviennent pas à leurs destinataires et ne remplissent donc pas leur fonction de soutien aux plus vulnérables.

Les initiatives pour combattre le non-recours

Face à l'ampleur du phénomène, diverses initiatives ont été mises en place pour améliorer l'accès effectif aux droits sociaux.

Des approches territoriales et structurelles

Différentes actions sont réalisées pour limiter le non-recours, parmi lesquelles :

- La création de 39 "territoires zéro non-recours"^[^2]
- Le développement de la "solidarité à la source"^[^2]
- Une réflexion renouvelée sur le sujet par le Conseil économique, social et environnemental (CESE)^[^2]

Ces initiatives témoignent d'une prise de conscience progressive des pouvoirs publics concernant l'importance de lutter contre le non-recours.

Conclusion

Le non-recours aux aides sociales en France constitue un défi majeur pour l'effectivité des politiques de solidarité. Avec des taux oscillant généralement entre 30% et 40%, ce phénomène fragilise le modèle social français et compromet l'objectif de réduction des inégalités. Les causes multiples du non-recours - manque d'information, complexité administrative, barrières psychosociales - appellent des réponses diversifiées et coordonnées.

La question posée par l'aide-sociale.fr reste d'actualité : "Vers où se dirige-t-on ? On continue de stigmatiser les personnes les plus fragiles en les taxant d'assistés ou doit-on reconsidérer la solidarité comme l'un des piliers de la république et exiger que chacun puisse en bénéficier ?"^[^1]. L'enjeu n'est pas seulement économique, mais aussi profondément social et politique : il s'agit de garantir l'effectivité des droits sociaux pour tous les citoyens, conformément aux principes fondamentaux de la République française.

[^1]: <https://www.aide-sociale.fr/non-recours/>

[^2]: <https://www.lecese.fr/actualites/quel-acces-et-quelle-effectivite-des-droits-sociaux-en-france>

[^3]: <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2023-04/ER1263.pdf>

[^4]: <https://www.vie-publique.fr/en-bref/289086-prestations-sociales-quelles-sont-les-causes-de-non-recours>

[^5]: <https://www.capital.fr/votre-argent/rsa-apl-prime-dactivite-ces-aides-que-vous-oubliez-peut-etre--reclamer-1507407>

[^6]: <https://snfocos.org/prestations-sociales-les-coulisses-du-non-recours-aux-prestations-social-es-un-defi-economique-majeur/>

[^7]: <https://www.drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2023-04/ER1263.pdf>

[^8]:<https://www.leparisien.fr/economie/aides-sociales-non-reclamees-le-gouvernement-va-creer-un-revenu-social-de-reference-27-04-2023-WM24ZZJZQRCMNHRZY7UQRFUMPQ.php>

[^9]:<https://www.previsima.fr/actualite/aides-sociales-plusieurs-milliards-deuros-non-verses-chaque-annee.html>

[^10]: <https://www.adultes-vulnerables.fr/quelles-sont-les-aide-financieres-les-moins-reclamees>

[^11]:<https://simonae.fr/actualite/bonne-nouvelle-pour-70-des-francais-qui-ne-reclament-pas-leur-s-droits-la-caf-passe-a-laction/>

[^12]:<https://www.la-croix.com/France/Prestations-sociales-milliards-personne-reclame-2023-02-21-1201256114>

[^13]:<https://www.journaldunet.com/patrimoine/finances-personnelles/1540249-hf1-reclame-aide-hausse/>

[^14]:<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/jeux-de-donnees-communique-de-presse/non-recours-aux-prestations-sociales-le-manque-dinformation-en>